

PARTIE OFFICIELLE

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTES GENERAUX

MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA MARINE MARCHANDE

Arrêté n° 6066 du 21 mai 2013 intégrant le code communautaire de la marine marchande dans les documents de bord des navires battant pavillon congolais et des navires étrangers opérant dans les eaux territoriales congolaises

Le ministre délégué auprès du ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, chargée de la marine marchande,

Vu la Constitution ;
Vu le règlement n° 08/12-UEAC-088-CM-23 du 22 juillet 2012 portant adoption du code communautaire de la marine marchande ;
Vu le décret n° 99-94 du 2 juin 1999 portant attributions et organisation de la direction générale de la marine marchande ;
Vu le décret n° 2008-320 du 5 août 2008 portant attributions et organisation de l'inspection générale des affaires maritimes et portuaires ;
Vu le décret n° 2009-389 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande ;
Vu le décret n° 2009-405 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions déléguées au ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, chargé de la marine marchande ;
Vu le décret n° 2010-336 du 14 juin 2010 portant organisation du ministère des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande ;
Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement.

Arrête :

Article premier : Est considéré comme partie intégrante des documents de bord de tout navire battant pavillon congolais et de tout navire étranger opérant dans les eaux territoriales congolaises, le code communautaire de la marine marchande adopté par le règlement n° 08/12-UEAC-088-CM-23 du 22 juillet 2012 de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale.

Article 2 : Le code communautaire de la marine marchande doit être présenté à toute réquisition de l'autorité maritime, dont un par le capitaine, chef de l'expédition et quatre par les membres de l'équipage.

Article 3 : L'inobservation des dispositions du présent arrêté est réprimée en application du régime disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Article 4 : Le directeur général de la marine marchande est chargé de veiller à l'application du présent arrêté, qui sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 21 mai 2013

Martin Parfait Aimé COUSSOUD-MAVOUNGOU

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Arrêté n° 6237 du 15 mai 2013 portant composition de la commission mixte paritaire chargée de réviser la convention collective des entreprises de recherche et de production d'hydrocarbures

Le ministre d'Etat, ministre du travail
et de la sécurité sociale,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 45-75 du 15 mars 1975 instituant un code du travail de la République populaire du Congo ;
Vu la loi n° 6-96 du 6 mars 1996 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 45-75 du 15 mars 1975 ;
Vu le décret n° 2009-391 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre du travail et de la sécurité sociale ;
Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu les dispositions de l'annexe I de la convention collective des entreprises de recherche et de production d'hydrocarbures.

Arrête :

Article premier : Le présent arrêté fixe, conformément à l'article 55 de la loi n° 45-75 du 15 mars 1975 susvisée, la commission mixte paritaire chargée de réviser la convention collective des entreprises de recherche et de production d'hydrocarbures.

Article 2 : La commission mixte paritaire chargée de réviser la convention collective des entreprises de recherche et de production d'hydrocarbures est composée ainsi qu'il suit :

- président : le directeur départemental du travail du Kouilou ou son représentant ;
- membres :
 - huit représentants des syndicats des travailleurs dont quatre titulaires et quatre suppléants ;
 - huit représentants des syndicats d'employeurs dont quatre titulaires et quatre suppléants.

Article 3 : La commission mixte paritaire se réunit sur convocation de son président.

Article 4 : Les syndicats des employeurs et les syndicats des travailleurs membres de la commission communiquent au président de la commission, quarante-huit heures avant l'ouverture des négociations, les noms et prénoms de leurs représentants.